

5G : le modèle occidental au pied du mur ?



Derrière les débats sur le choix du gouvernement britannique de travailler avec Huawei sur la 5G, la lancinante question de la capacité des entreprises occidentales à tenir la distance face à la puissance de feu déployée par la Chine en R&D (recherche et développement).

Avec Michel
Ruimy

Atlantico.fr : La question de laisser l'entreprise chinoise Huawei investir le marché de la 5G crée un profond débat au sein des démocraties occidentales. Le soutien du gouvernement chinois a permis à Huawei d'investir jusqu'à 12 milliards de dollars en 2017 dans la 5G, 3 fois plus qu'Ericsson qui culmine à 4,1 milliards de dollars.

Mais plutôt que de priver Huawei, moins cher et plus concurrentiel que les autres infrastructures mondiales, de s'emparer du marché, l'Europe et les Etats-Unis ne devraient-ils pas plutôt créer un environnement économique favorable à leurs entreprises, comme Nokia (Finlande), Ericsson (Suède), pour combler le vide laissé par Huawei, via le financement dans la recherche et le développement ?

Michel Ruimy : En principe, l'Union Européenne (UE) n'envisage pas d'exclure l'entreprise chinoise du développement de la 5G en Europe. Elle préfère simplement fixer des règles strictes afin de ne pas être discriminante et ce, d'autant plus que Huawei a, tissé des liens robustes avec des partenaires européens. Reste désormais à connaître ces règles strictes. Huawei pourrait, par exemple, être interdite d'équiper certains secteurs clés de l'Europe.

La situation présente remet sur le devant de la scène la définition d'une stratégie européenne en matière d'innovation. Il est tentant de penser à la recherche et le développement (R & D) afin de créer un environnement favorable à l'essor des entreprises européennes. Mais pour cela, il faudrait que la R & D soit une priorité de l'Union européenne. Car même si les Etats membres de l'UE dépensent environ 300 milliards d'euros par an depuis plusieurs années, de grandes disparités existent entre les pays. Cette stabilité dans les dépenses pourrait, en outre, se révéler préjudiciables pour l'Europe dans la course planétaire à l'innovation. L'un des indicateurs régulièrement évoqués pour mesurer l'effort de R & D est un objectif de 3% du Produit intérieur brut européen qui devait être atteint pour... cette année. Or, ce but, qui avait déjà été fixé au sommet de Lisbonne (2000), devait être atteint... en 2010 !

Avec le retard pris, la place de l'Europe dans la course à la recherche et à l'innovation ainsi que la compétitivité de ses entreprises pourraient se détériorer davantage sur la scène internationale si aucune action n'est engagée. Reste qu'au-delà de l'enjeu sécuritaire, il convient aussi de s'assurer que notre retard en ce qui concerne notamment la 5G ne soit pas trop important.

Huawei prévoit \$10-\$20 milliards d'investissements dans la recherche et le développement de la 5G. Il y

a-t-il un danger à laisser le marché de la 5G entre leurs mains ?

La technologie 5G permet le développement d'une nouvelle génération de réseaux, conçue pour établir l'Internet des objets, soit une mise en réseau global de tous les appareils connectés. En 2025, près de 35 milliards de ces objets pourraient être en fonction, ce qui signifie une explosion des données collectées de nos bracelets, nos brosses à dents, nos compteurs d'énergie, nos véhicules, transmises aux sociétés de télécommunications grâce au débit surpuissant de la 5G. Pour ce faire, la 5G produit des ondes plus puissantes sur une nouvelle bande de fréquences, 100 fois plus élevées que les émetteurs actuels des tours de téléphonie cellulaire 3 et 4G, ce qui permet une collecte de données, à la fois, beaucoup plus massive, beaucoup plus précise à une vitesse de traitement et de transmission hautement plus rapide.

Dans ce contexte de technologie ultraperformante de collecte et de partage de données, le leadership actuel de Huawei soulève une problématique de souveraineté et de sécurité nationale, avec la crainte de fuites de données sensibles via la 5G. En effet, Huawei est soupçonné, par certains pays, d'espionnage au profit de la Chine... ce que l'entreprise dément avec véhémence.

Le danger est l'emballement de la guerre technologique Chine - Amérique qui va renforcer le nationalisme et les soutiens par chaque empire de ses champions. Il y aura de moins en moins de concurrence dans le numérique, si tant est qu'il y en a eu une.

De plus, et peut-être surtout, la qualité des applications futures va dépendre des accès aux données. La Chine et les Etats-Unis ont sur ce terrain la même approche - totalement ouverte - tandis que l'Union européenne veut, au nom des libertés, laisser chaque citoyen propriétaire de ses données. Inventer des applications était difficile. Demain, dans ces conditions légitimes mais handicapantes, ce sera pratiquement impossible.

Devant le retard des européens, sous quelle coupe souhaitons-nous être ? La réponse ne peut se faire uniquement en termes de gains mais également en termes de risques de dépendance et, au final, en termes de souveraineté. L'Europe a-t-elle les moyens de réagir vite en mettre en œuvre une politique industrielle commune appropriée ?

La question de la 5G met en relief les difficultés qu'éprouvent l'Europe à mener une politique industrielle commune. Les institutions doivent-elles évoluer afin d'être plus réactives aux bouleversements économiques à venir ?

De la reconquête dépendent la sauvegarde de milliers d'emplois qualifiés dans les filières et les autres secteurs transformés par le digital. Dans les années 1990, l'industrie allemande avait « raté » l'apparition de l'informatique dans l'économie. Ce pays ne fabriquait aucun ordinateur, ni microprocesseur. Mais, Daimler, BMW et VW avait réagi en intégrant les puces mieux que leurs concurrents. Aujourd'hui, cette stratégie qui consiste en la banalisation de l'achat de composants électroniques comme celle des pneus n'est plus possible car la valeur ajoutée numérique occupe désormais une place trop importante : les logiciels de conduite autonome (ou semi), les datas sur les clients... prennent le pas sur le design ou la tenue de route. Ils sont devenus des arguments décisifs de ventes.

Par ailleurs, Huawei est au cœur des tensions qui opposent les États-Unis et la Chine en matière de technologie. Pour l'instant, l'Europe va devoir choisir : empêcher Huawei de pénétrer le marché européen revient à légitimer la position des États-Unis, l'autoriser revient à permettre à la Chine de s'y installer durablement.

Cependant, la première alternative offre l'opportunité d'initier une industrie technologique susceptible, à terme, de rivaliser avec les deux autres géants. L'Europe doit choisir l'Europe. À cet égard, Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente de la Commission européenne, a fait du numérique l'une de ses priorités. Thierry Breton, le commissaire en charge de ces sujets, souligne à juste raison que la souveraineté numérique passe par le contrôle, par les Européens, de leurs propres données. Mais, l'Union est malheureusement hésitante et la politique industrielle opiniâtre qu'il conviendrait d'engager n'est pas une idée partagée par tous.

Rendez-vous avec la 6G ? Pourquoi pas... Il faudra toutefois tenir compte des mesures de rétorsion de la Chine, qui a déjà prévenu qu'elle prendrait - et on sait qu'elle n'hésitera pas - de telles initiatives.